

**DECISION DU MAIRE** N°2023/16

DEMANDE DE SUBVENTION

OBJET :	Demande de subvention à l'Etat au titre de la DSIL 2023 Désimperméabilisation et végétalisation de la cour du Groupe Scolaire des Baux <u>ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°2023/07</u>
---------	--

Le Maire de la Commune de Poussan, Florence SANCHEZ

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2020-28 en date du 4 août 2020, portant sur les délégations accordées au Maire par l'Assemblée Délibérante,

Considérant l'opération de désimperméabilisation et végétalisation de la cour du groupe scolaire des Baux portée par la Ville de Poussan, dont les dernières estimations financières portent le coût total de ce volet à 582 303,66 € H.T., soit 698 764,39 € T.T.C.

CONSIDERANT l'identification du projet de rénovation énergétique du Groupe scolaire comme éligible au titre du Fonds Vert 2023 par les services préfectoraux,

DÉCIDE

Article 1er – D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, au titre du FONDS VERT 2023 en vue d'aider au financement de l'opération de désimperméabilisation et végétalisation de la cour du groupe scolaire des Baux,

Article 2 – De solliciter une subvention à hauteur de **30,00 % du coût global de l'opération**, portée à 582 303,66 € H.T. (698 764,39 € T.T.C.), soit une **subvention d'un montant de 174 691,09 €**.

Article 3 – Il est précisé que le **plan de financement H.T. de l'opération** est envisagé comme suit :

Etat – FONDS VERT 2023	174 691,09 €	30 %
Conseil Départemental	174 691,09 €	30 %
Total des aides publiques	349 382,18 €	60 %
Autofinancement communal	232 291,28 €	40 %
Total HT	582 303,66 €	100 %

Article 4 – CARACTERE EXECUTOIRE

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte dès qu'il a été procédé à sa publication numérique (ou par défaut affichage) ou à leur notification à ou aux intéressé(s), ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

La Directrice Générale des Services est chargée de l'application du présent acte.

La présente décision fera l'objet d'une communication au Conseil municipal lors de la plus proche séance sous forme d'un donné acte.

Article 5 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Madame le Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans les deux mois suivants sa publication numérique ou notification, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

La saisine de la juridiction administrative peut s'effectuer par le biais de l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr).

Fait à Poussan,

Signé, le 28/03/2023

Le Maire,

Florence SANCHEZ

